

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Portugal

Une publication du SE de Lisbonne
N°88 – Juin 2024

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2023	2024 (e)	2025 (e)
Croissance du PIB (%)	+2,3	+1,7	+1,9
Solde public (% du PIB)	1,2	0,4	0,5
Dette (% du PIB)	99,1	95,6	91,5
Taux de chômage (% PA)	6,5	6,5	6,4
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	+5,3	+2,3	+1,9

Source : Commission européenne, mai 2024

Indicateur du commerce extérieur (CIF)	janvier – avril 2024
Exportations de biens (Md€)	26,4 (+0,1% en glissement annuel)
Importations de biens (Md€)	34,6 (-1,7% en g.a.)
Exportations de services (Md€)	15,7 (+8,8% en g.a.)
Importations de services (Md€)	7,6 (+6,2% en g.a.)

Source : Banque du Portugal, juin 2024

Macroéconomie

Croissance

Le Portugal gagne trois places dans le classement de la compétitivité 2024. Selon le dernier classement mondial IMD de la compétitivité, le Portugal enregistre sa meilleure performance depuis 2021 et occupe dorénavant la 36^{ème} place (42^{ème} place en 2022 et 39^{ème} en 2023). Le Portugal a progressé sur les quatre indicateurs-clés de l'étude : les infrastructures (de la 32^{ème} à la 26^{ème} position), le suivi de la performance économique (de la 42^{ème} à la 39^{ème} position), l'efficacité des entreprises (de la 41^{ème} à la 39^{ème} position) et, enfin, l'efficacité du gouvernement (de la 43^{ème} à la 41^{ème} position).

Le PIB par habitant du Portugal en hausse pour atteindre 83% de la moyenne de l'UE en 2023. Le pays se classe ainsi en 18^{ème} position, en hausse. En comparaison, en 2021, le PIB par habitant du pays était de 75% de la moyenne de l'UE, et de 79% en 2022. Concernant la

consommation individuelle « par habitant », exprimée en parité de pouvoir d'achat, le Portugal occupe la 16^{ème} place, avec 88% de la moyenne de l'UE, le Luxembourg étant en tête (138%) et la Hongrie en dernière position (70%).

Entreprises et investissement

Les créations d'entreprises continuent leur baisse et les procédures d'insolvabilité leur hausse. Selon Informa D&B, 23 488 nouvelles entreprises ont été créées au Portugal jusqu'en mai 2024, soit une baisse de 2,9% par rapport à la même période en 2023. L'évolution négative des créations a été enregistrée dans la plupart des secteurs, en particulier les transports (-24%). En parallèle, jusqu'en mai, 914 entreprises avaient ouvert une procédure d'insolvabilité, soit 12% de plus qu'à la même période de l'année précédente (+101 procédures d'insolvabilité), maintenant ainsi la tendance à la hausse observée l'année passée. La hausse est soutenue dans le secteur des Industries (+81% ; +125 procédures collectives) et fortement concentrée dans les entreprises du textile et de la mode (+163% ; +109 procédures d'insolvabilité).

Prix

Le taux d'inflation au Portugal oscille autour de 3%. Selon l'INE, l'inflation (IPC) s'est établie à 3,1% en mai 2024 – en hausse de 0,9 point de pourcentage par rapport à avril – conséquence de l'effet de base lié à la mesure de TVA zéro en vigueur sur cette période l'année dernière et de l'accélération des prix hôteliers. L'inflation mesurée par l'IPCH atteindrait ainsi 3,8% en mai, faisant du Portugal, le 5^{ème} pays de la zone euro avec le plus important taux d'inflation (Eurostat). En juin, l'INE estime que le taux d'inflation (IPC) atteindrait 2,8% (ou encore 3,1% pour l'IPCH).

Marché du travail

Le coût du travail a augmenté plus rapidement au Portugal qu'en Europe. Au premier trimestre 2024, le coût du travail (salaires et autres charges) a augmenté de 6,2% sur un an au Portugal, contre 5,1% en zone euro et 5,5% en Union européenne, selon les données publiées par Eurostat. Concernant les salaires, ils ont augmenté de 6,3% sur un an au Portugal contre 5,3% en zone euro et 5,8% en UE.

Balance et position extérieures

L'excédent extérieur de l'économie portugaise monte à 3,3 Md€ sur les 4 premiers mois de l'année, contrastant avec les 500 M€ enregistrés entre janvier et avril 2023 et le déficit de 1,8 Md€ enregistré sur la même période en 2022. Selon la Banque du Portugal, cette évolution reflète (i) la diminution de 46 M€ du déficit de la balance des biens, à laquelle ont contribué à la fois la hausse des exportations (+237 M€ ; +0,9%) et la baisse des importations (-227 M€ ; -0,7%); et (ii) l'augmentation de l'excédent de la balance des services (+827 M€) grâce à l'augmentation de la balance des voyages et du tourisme (+660 M€).

Dette publique et solde budgétaire

Le Portugal aura plus de difficultés à enregistrer des excédents budgétaires. Ses récentes performances économiques ont permis au Portugal d'enregistrer un excédent budgétaire de 1,2% du PIB et un endettement de l'ordre de 99,1% du PIB en 2023. Toutefois, l'impact positif qu'a eu l'inflation sur ces résultats (+9,3 Md€ en recettes pour 2022 et 2023) ne se répètera pas pour les prochaines années, selon le Conseil des Finances Publiques. Déjà au 1^{er} trimestre 2024, le Portugal a enregistré un déficit budgétaire de 0,2% du PIB alors qu'il avait enregistré un excédent de 1,1% du PIB au 1^{er} trimestre 2023 (INE). Le poids croissant de certaines dépenses telles que les pensions de retraite est un autre facteur de risque, le Portugal étant le 5^{ème} pays de l'UE où le poids des pensions de retraites est le plus important (14,2% du PIB en 2021, Eurostat). La Banque du Portugal alerte également sur un retour du déficit budgétaire compte tenu des dernières mesures approuvées par le gouvernement (réduction de l'IRS, plan d'aide aux jeunes, extension de la réduction de TVA sur l'électricité...) alors que les nouvelles règles budgétaires - croissance des dépenses nettes en 2025 à un taux compatible avec le placement de la dette publique sur une trajectoire descendante à moyen terme et en respectant la valeur de référence du traité de 3% sur le déficit du PIB – contraindraient le Portugal à appliquer une politique budgétaire plus restrictive. Le gouvernement, qui doit envoyer « dans les délais » son plan budgétaire à moyen terme à Bruxelles (en septembre), reste optimiste, s'attendant à enregistrer des excédents budgétaires pour les années 2024 et 2025 (entre 0,2% et 0,3% du PIB en 2024).

Politique budgétaire

Eviction du projet du PS pour la réduction de l'impôt sur le revenu ?

Approuvée une première fois en spécialité le 5 juin dernier, c'est la proposition du Parti Socialiste qui a été adoptée par le Parlement le 12 juin, en bénéficiant de l'abstention des députés d'extrême-droite, Chega. Alors que l'Alliance démocratique (parti du gouvernement) souhaitait baisser l'IRS (impôt sur le revenu des personnes physiques) sur tous les échelons (sauf le dernier), le PS souhaitait quant à lui une baisse plus importante sur les six premiers échelons et laisser inchangé les trois derniers échelons. Le gouvernement a finalement décidé d'ignorer la proposition du PS en réintégrant à la place sa proposition initiale de réduction de l'IRS dans les Grandes Options du Plan (GOP) 2024-2028, déjà envoyées au Parlement. Cette manœuvre pourrait avoir des répercussions importantes sur l'adoption du prochain Budget.

Proposition du Parti Socialiste

Revenu imposable (euro)	Taux (%)	
	Normal (A)	Moyenne (B)
Jusqu'à 7 703	13,00	13,000
De plus de 7 703 à 11 623	16,50	14,180
De plus de 11 623 à 16 472	22,00	16,482

De plus de 16 472 à 21 321	25,00	18,419
De plus de 21 321 à 27 146	32,00	21,334
De plus de 27 146 à 39 791	35,50	25,835
De plus de 39 791 à 43 000	43,50	27,154
De plus de 43 000 à 80 000	45,00	35,408
Supérieur à 80 000	48,00	

Source : ECO

Fonds européens dont PNRR

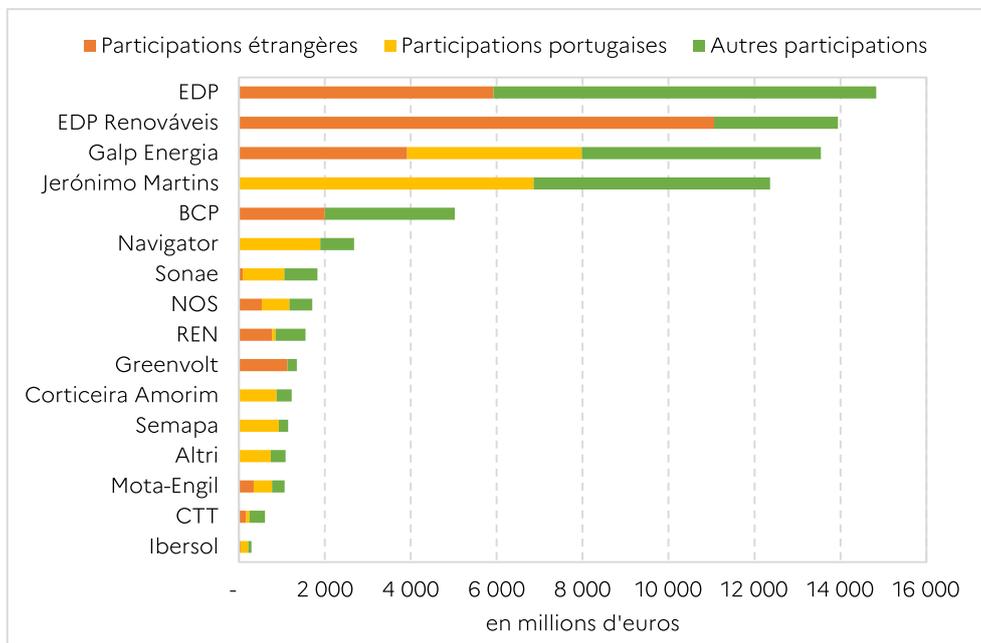
Le Portugal va recevoir les 713 M€ restants de son 3^{ème} décaissement PNRR. Le 11 juin dernier, le Portugal a envoyé sa demande pour débloquer le reste des fonds manquants dans le cadre de son 3^{ème} décaissement, demande qui a été acceptée le 24 juin par la Commission européenne. La prochaine demande de paiement envoyée par le Portugal est prévue pour le mois de juillet. Au 26 juin, les paiements aux bénéficiaires directs et finaux s'élevaient à 4,6 Md€, soit 21% du total des fonds PNRR. En outre, 20% des fonds (soit 3,1 Md€) qui sont attribués à la dimension Résilience ont été payés aux bénéficiaires finaux et directs, 18% dans le cadre de la dimension Transition climatique (soit 791 M€) et 28% dans le cadre de la dimension Transition digitale (soit 758 M€).

Banque & Finance

Bourse

Les actionnaires étrangers dominent les participations qualifiées du PSI. Selon les calculs de ECO, la majorité des sociétés cotées au Portugal Stock Index (PSI) comportent une part importante d'actionnaires à capital portugais. En revanche, pour les participations qualifiées (position d'actionnaires supérieures à 5% du capital), ce sont les actionnaires étrangers qui dominent. D'après ECO, les participations qualifiées dans des sociétés cotées portugaises par des actionnaires étrangers est valorisée à 26 Md€, bien au-dessus de la valeur attribuée aux positions contrôlées par les investisseurs portugais (17,7 Md€). Parmi les participations qualifiées d'actionnaires étrangers, les Chinois occupent une place prépondérante (15 Md€), représentant plus de la moitié du total.

Participations qualifiées des sociétés cotées au Portugal Stock Index (PSI)



Source : ECO

Marché immobilier

La demande des acheteurs étrangers en baisse. Selon l'INE, le nombre d'acquisition immobilières des investisseurs dont le domicile fiscal se trouve hors du Portugal s'est élevé à 2 067 sur les trois premiers mois de l'année, soit une baisse de 17,1% en glissement annuel, pour une valeur de 697 M€ (-20,2%). Les transactions des investisseurs domiciliés en Union européenne ont le plus diminué. Elles se sont élevées à 989 (-22,1%), pour un total de 263,3 M€ (-27,5%) tandis que celles des investisseurs étrangers hors UE se sont élevées à 1 078 (-11,9%) pour un total de 433,7 M€ (-15,1%).

Epargne

Le taux d'intérêt des dépôts continue de baisser. Pour le quatrième mois consécutif, le taux d'intérêt moyen sur les nouveaux dépôts des ménages portugais a diminué, passant de 2,77% en mars à 2,75% en avril (en dessous de la moyenne de la zone euro, à 3,11%), selon la Banque du Portugal. Le Portugal se classe ainsi en 6^{ème} position des pays de la zone euro rémunérant le moins l'épargne des ménages sous forme de dépôts.

Endettement

La dette du secteur non financier a atteint 802,4 Md€ en avril, en hausse de 728 M€ par rapport au mois précédent, selon les données de la Banque du Portugal. Cette hausse a été tirée par l'endettement du secteur privé (+0,8 Md€), notamment des entreprises privées (+0,5 Md€). A contrario, l'endettement du secteur public a diminué de 0,1 Md€. Depuis octobre 2023, l'endettement du secteur privé (entreprises et particuliers) a repris une trajectoire à la hausse.

Relations bilatérales

Commerce de biens avec la France (Md€)	janvier – avril 2024
Exportations de biens vers la France	3,4 (-4,0% en glissement annuel)
Importations de biens depuis la France	2,5 (+2,3% en g.a.)

Source : Banque du Portugal, juin 2024

Veolia a racheté Micronipol avec l'aide d'Abreu Advogados. Micronipol, entreprise de micronisation et recyclage de polymères a été totalement rachetée aux fonds gérés par la portugaise Explorer Investments. Le rachat a également inclus une entreprise de transport routier de marchandises, Microexpresso.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Nicolas Séjour

Rédaction : Sara Garcia, Juliette Hurier

Abonnez-vous : lisbonne@dgtresor.gouv.fr